



## Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Frédéric LAFFORGUE, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Roger CAIZERGUES, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI, Patricia WEBER

## **Aménagement durable - Commune de Montpellier - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension - Modification du programme des équipements publics - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension se situe au Nord-Ouest de Montpellier au droit du site de recherche et de développement du groupe Sanofi. Son périmètre est délimité au Nord et à l'Est par le site Sanofi, au Sud par la rue du Pilory où passe la ligne 3 du tramway, et à l'Ouest par la rue Favre de Saint-Castor. Elle s'étend sur une superficie d'environ 5 hectares et correspond à la dernière extension de la ZAC Parc 2000 (6,5 ha créée le 29 mai 2000) et la ZAC Parc 2000 extension (10 ha créée le 21 juillet 2006). La surface totale de cet ensemble bâti est de 21,5 hectares.

La ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension est une zone d'activités mixte en cours de réalisation qui a vocation à accueillir des activités artisanales, des activités tertiaires, du logement et des équipements publics. Cette mixité a pour but d'intégrer au mieux cette zone d'activités au tissu urbain environnant, en structurant notamment la façade urbaine de la rue du Pilory le long de la troisième ligne de tramway.

L'aménagement de cette opération a été confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par une concession d'aménagement signée le 02 novembre 2011.

Le programme des équipements publics de la ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole le 30 septembre 2015 et portait notamment sur la réalisation de l'unique voie de desserte de la ZAC qui relie la rue du Pilory et la rue Favre de Saint-Castor. Cette voie comporte une chaussée à double de sens de circulation, du stationnement longitudinal, de l'éclairage et des plantations.

En 2021, afin de favoriser la mixité scolaire et de remplacer des écoles en structure métallique, la Ville de Montpellier, qui a compétence en la matière, a émis le souhait d'implanter un nouveau groupe scolaire dans ce secteur. Le financement de ce nouvel équipement éducatif sera pris en charge à 100% par la Ville de Montpellier. Sa capacité d'accueil a été fixée à 22 classes (dont 8 dédoublées). Après la réalisation d'études, son implantation a été décidée dans le périmètre de la ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension au droit de la rue du Pilory.

Cet équipement est donc intégré à la concession d'aménagement de la ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension, et nécessite la participation de la Ville de Montpellier au bilan financier de l'opération à hauteur de 20 273 000 € HT. Aussi, conformément aux dispositions de l'article R.311-8 du Code de l'urbanisme il convient donc de modifier le programme des équipements publics (PEP) de la ZAC afin d'y rajouter ce groupe scolaire. Une fois réalisé ce dernier sera remis à la Ville de Montpellier, puis intégré à son patrimoine.

**En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver la modification du programme des équipements publics de la ZAC Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension, résultant de la réalisation d'un groupe scolaire d'une capacité d'accueil établi à 22 classes ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-254332-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.